

# **Élections générales en Corée du Sud : Désaveu cinglant pour le Président Yoon**

Jean-Yves Colin

April the 4<sup>th</sup> 2024

## À propos Asia Centre :

Fondé en 2005, Asia Centre est un institut de recherche indépendant qui conduit des débats et publications sur les relations internationales, stratégiques et économiques, ainsi que sur les transformations politiques et sociales en cours dans toutes les régions d'Asie-Pacifique. Au carrefour de la recherche universitaire et des prises de décision publiques et privées, les chercheurs d'Asia Centre identifient les enjeux régionaux significatifs et les analysent dans leurs dimensions locale et globale. Ses programmes sont ainsi élaborés en liaison avec un vaste réseau de partenaires, entreprises et grands centres spécialisés européens, américains et asiatiques. Il mène avec ceux-ci des opérations conjointes, pour une meilleure confrontation des idées et des enjeux. Les conclusions de ces rencontres, comme les résultats des travaux menés à partir des sources originales par nos chercheurs, sont largement diffusés via les publications du Centre comme par des revues, ouvrages et médias internationaux.

## À propos de l'auteur:

### Jean-Yves Colin

Ancien élève de l'Ecole Nationale d'Administration, Jean-Yves Colin a été en poste à la Direction du Trésor, où il a notamment occupé la fonction de Conseiller Financier auprès de l'Ambassade de France au Japon (1987-1990). Il a ensuite rejoint le Groupe Crédit agricole, a été directeur général délégué de la filiale de gestion d'actifs, désormais connue sous le nom d'Amundi, et directeur de la conformité de Crédit agricole S.A. Depuis son départ de ce groupe bancaire en 2013, Jean-Yves Colin a rejoint Asia Centre, où il est membre du conseil d'orientation et expert Asie du Nord.

## Élections générales en Corée du Sud : désaveu cinglant pour le Président Yoon

**Jean-Yves Colin**

11 avril 2024

Le 10 avril dernier des élections eurent lieu pour désigner les représentants à l'Assemblée nationale de Corée du Sud qui a pour particularité d'être un pays monocaméral. Ces élections étaient particulièrement importantes car elles constituaient des élections de mi-mandat pour le Président Yoon Suk-yeol élu en mars 2022 et en fonction depuis juin 2002, vainqueur avec une marge très faible (0,7 %) de son rival Lee Jae-myung aujourd'hui chef du principal parti d'opposition, le Parti Démocrate (PD). Elles constituaient une opportunité pour le camp conservateur de prendre la majorité à l'Assemblée nationale dominée par le PD.

300 sièges de représentant dont 254 au scrutin uninominal et 46 à la proportionnelle, étaient mis aux voix le 10 avril. La campagne officielle a été courte, démarrant le 28 mars. L'inscription officielle des candidats s'est déroulée les 21 et 22 mars. Le scrutin a été précédé d'un vote à l'étranger du 27 mars au 1er avril et d'un vote anticipé les 5 et 6 avril. Il est d'ailleurs intéressant d'observer que ce dispositif de vote anticipé introduit en 2014 fonctionne très bien (31,28 % des électeurs y ont eu recours) et n'interrompt pas la campagne électorale. Pour autant cette campagne avait commencé dès la fin 2023, ne serait-ce que parce que les candidats devaient procéder à un enregistrement préliminaire entre le 28 décembre et le 12 janvier.

En 2020 le PD avait remporté 180 sièges, le PPP 103 et les petits partis et candidats indépendants se partageant 17 sièges. En 2024, le score du PD est voisin : 175 sièges et constitue non seulement une défaite incontestable pour le PPP : 108 sièges, mais aussi et surtout un désaveu personnel pour le Président Yoon. Les autres partis se partagent les sièges restants, avec une percée du parti Reconstruisons la Corée ! (12 sièges), allié du PD. La victoire du PD est particulièrement forte à Seoul (90 sièges sur 122) et dans la province proche de Gyeonggi (53 sur 60). Pour reprendre un propos peu aimable tenu pendant la campagne, le président risque de passer de « canard boîteux » (lameduck president) à « canard mourant », et en tout cas d'avoir pendant les trois dernières années de sa présidence une cohabitation à la fois incertaine et sans doute plus dure que durant les deux premières années.

La participation a été élevée : 67 %, et montre l'intérêt de l'électorat pour ce scrutin et son caractère référendaire pour le président.

### **Une pré-campagne et une campagne électorales de plus en plus délicate pour le parti présidentiel**

Le sondages d'opinion un mois avant le scrutin ne laissaient pas présager ce résultat et donnaient une perspective confuse de résultat. Un sondage de début mars donnait un avantage au PPP avec un soutien de 37 % des électeurs sondés contre 31 % pour le PD mais fin mars un nouveau sondage inversait les résultats (43,1 % pour le PD et 35,4 % pour le PPP). Quant aux opinions favorables au Président Yoon et

à son rival Lee elles étaient voisines, respectivement 40 % et 39 %. En revanche, une évaluation en nombre de sièges élus au scrutin uninominal donnait la victoire au PD avec 110 sièges contre 82 au PPP. Les mois précédant le scrutin ont une nouvelle fois montré l'âpreté des rivalités entre conservateurs et progressistes ainsi qu'au sein de chaque camp.

Il y eut d'abord les réorganisations de l'équipe de conseillers présidentiels et du gouvernement pendant l'automne 2023, destinées à préparer l'échéance du 10 avril. Puis à la mi-décembre suivirent l'arrestation de Song Young-gil, ancien chef du PD, pour des soupçons d'achat de vote, et au tout début de janvier la tentative de meurtre de Lee Jae-myung, à ce jour toujours mal expliquée et attribuée à une personne « dérangée ». La démission de ministre chargée des femmes et de la famille s'est ajoutée à ces réorganisations, le Président Yoon ayant annoncé depuis sa campagne présidentielle en 2022 la suppression du ministère correspondant ; elle n'a pas été remplacée.

En vue d'atteindre le président, l'opposition chercha à mettre en cause son épouse Kim Keon-hee à deux reprises : d'abord au titre d'une suspicion de manipulation de cours de bourse de la société Deutsch Motors datant de plus de 10 ans, via un projet de commission d'enquête de l'Assemblée nationale, qui fut arrêté par la présidence ; puis par le biais d'une vidéo montrant son acceptation, en septembre 2022, d'un sac Christian Dior d'environ 2 000 euros offert par un pasteur américano-coréen, filmée en caméra cachée dans le domicile privé du couple présidentiel ; le Président finalement intervint en déclarant que son épouse « avait échoué à rejeter froidement ce cadeau » et en accusant l'opposition de basse manœuvre politique.

Les derniers mois furent aussi marqués par des péripéties au sein même des partis politiques. Plusieurs personnalités de premier plan mais écartées par leurs partis ont cherché à rebondir en créant de nouveaux partis, voire en formant des alliances de circonstance. Ce fut le cas, dans le camp progressiste, de Lee Nak-yon, ancien Premier Ministre du Président Moon, qui a créé le Parti Saemirae, et de Chu Kok, ancien ministre de la Justice et ex-présidentiable, qui a fondé le Parti Reconstituons la Corée ! Au fil des semaines un rapprochement a été observé entre Chu Kok et Lee Jae-myung contre « la dictature du parquet de l'administration Yoon ». Du côté du PPP, son ancien président Lee Jun-seok, un « Park Gyeun-hee's kid » à l'époque de cette présidente conservatrice, ensuite écarté de son poste en août 2022 sur fond de scandale sexuel, a tenté de former un Nouveau Parti de la Réforme. Une tentative de fusion entre ce parti et celui de Lee Nak-yon a échoué en quelques jours. De plus au moment de l'affaire du sac Dior, le secrétaire général du bureau présidentiel trahissant une certaine fébrilité a tenté de faire démissionner le président du PPP et ancien ministre de la Justice du Président Yoon, Hang Dong-hoon. Celui-ci avait imprudemment retenu pour une circonscription importante de Seoul la candidature d'une personnalité qui avait qualifié de « Marie-Antoinette » l'épouse du Président et était soupçonné d'un manque de soutien ; en définitive le Président Yoon et Hang Dong-hoon comprenant rapidement l'impact négatif de cette querelle, ont orchestré leur réconciliation lors d'une visite d'un marché aux poissons dévasté par un incendie.

La campagne électorale n'a guère « brillé » par un débat d'idées. Chacun des deux camps principaux a surtout appelé à juger – en Corée du Sud, ce terme sous-entend officieusement des poursuites judiciaires – le camp adverse. Han Dong-hoon a notamment déclaré ; « il faut juger les criminels...il faut absolument

juger Lee Jae-myung et Cho Kuk, il s'agit de protéger le peuple » et Lee Jae-myung a appelé à sanctionner l'administration Yoon aux motifs de son « inertie » et incapacité à combattre l'inflation, ou de ses déclarations agressives à l'égard de la Corée du Nord qui mettent en cause la sécurité du pays, et ériger l'Assemblée nationale en contre-pouvoir. En fin de campagne le PD a tenu des propos objectivement excessifs en affirmant que « l'économie est en ruine, le bien-être en faillite et l'Etat...pire que la Corée du Nord » ! Le maintien du pouvoir d'achat a été le principal sujet de débat entre les deux parties, l'inflation étant repassée en février au-dessus d'un rythme annuel de 3 % et affectant en particulier les produits alimentaires et l'énergie. Chaque parti a fait assaut de propositions pour soutenir le pouvoir d'achat, tout en se faisant accuser par son concurrent de fausses ou inconsidérées promesses. Le PPP a aussi émis des propositions qui pourraient être considérées comme « populistes » comme la réduction du nombre des parlementaires de 300 à 250 ou le déménagement de l'Assemblée nationale à Sejong au centre ouest du pays, ville nouvelle située à une heure de Seoul, éventuellement destinée à devenir une seconde capitale, dans le but de courtiser les électeurs de la région correspondante.

Le PPP et le PD ont enfin cherché à rallier à leur cause des personnalités du monde économique comme signe de leur volonté de promouvoir la croissance et l'emploi : l'ancien président de la division téléphones mobiles de Samsung Electronics et connu pour être à l'origine de la gamme Galaxy dans le cas du PPP, et l'ancien président de Hyundai Motor dans celui du PD.

En réalité la pré-campagne et la courte campagne officielle ont surtout été influencées par la grève du monde médical. Celle-ci a débuté à la suite du projet gouvernemental de réformer le *numerus clausus* des internes en le portant de 3 058 à 5 058, une première depuis la fin des années 1990. Dans un pays en plein bouleversement démographique du fait de la chute des naissances, du vieillissement accéléré de sa population (ainsi que de celle du personnel médical et para-médical) et des déséquilibres de la présence médicale entre zones urbaines et rurales ou à l'intérieur des grandes métropoles comme Seoul ou Busan, cet accroissement de 2 000 du nombre des internes aurait pu sembler une mesure de bon sens ; elle a d'ailleurs été à l'agenda de plusieurs gouvernements précédents. En fait elle a fortement choqué la population des étudiants en médecine et des internes, puis des médecins, sans doute par crainte d'un risque de déclassement social. Le conflit n'a cessé de s'aggraver au fil des jours en raison d'un durcissement des positions du gouvernement et du syndicat des médecins ; les cinq plus grands hôpitaux de Seoul se sont trouvés de facto à l'arrêt mais aussi en quête de prêts bancaires pour assurer leur trésorerie. Le Président Yoon a été contraint à s'immiscer dans ce conflit ; il l'a d'abord fait en demandant à son gouvernement « d'avancer rapidement » et de « ne pas s'assujettir au cartel des intérêts acquis », indiquant qu'« on ne peut se permettre de répéter les erreurs commises depuis 27 ans ». Il a dans un second temps ouvert la porte à un dialogue pour autant que le mode médical propose un projet « unifié et raisonnable ». Début avril le comité d'urgence des internes s'est dit prêt à une rencontre avec le président pour lui transmettre les demandes du monde médical avant le 10 avril, tout en réitérant la demande d'annulation complète du projet d'augmentation du nombre des internes. Cette première rencontre ayant eu lieu, le Premier Ministre puis le ministre de la Santé (dont une partie du monde médical demande la démission) ont pris le relais du Président pour indiquer leur « flexibilité » à discuter des points en suspens, notamment l'augmentation du *numerus clausus*, tout en rappelant que leur projet a déjà fait d'une concertation et d'un « examen méticuleux » et en écartant un report de mise en œuvre.

L'attitude du président et le temps mis avant d'entrouvrir une porte à la négociation ont en définitive pesé en défaveur du PPP et du président. La campagne électorale a pu aussi être affectée par la grève des autobus de Seoul qui a concerné la quasi-totalité des services et qui a suivi l'échec de négociations portant sur une demande de hausse de près de 13 % des salaires horaires ; cette grève n'a cependant pas duré grâce à la reprise des négociations et un accord salarial. Enfin l'opinion a pu être troublée par le départ de l'ancien ministre de la défense pour l'Australie pour y prendre son poste d'ambassadeur alors que mis en examen dans le cadre d'une enquête sur les circonstances de la mort d'un soldat lors des fortes pluies et des crues de l'été 2023, son interdiction de quitter le territoire national a été levée par le ministère de la justice ; l'opposition a estimé qu'il s'agissait d'une « fuite à l'étranger » et exigé à la fois une commission d'enquête et la démission des ministres de la justice et des affaires étrangères.

### **Quelques réflexions à l'issue du scrutin**

Au lendemain de ces élections quelques observations peuvent être faites :

- D'une part il s'agit d'une lourde défaite pour le PPP et le Président Yoon. Alors que le camp conservateur avait gagné les élections de 2012, puis fait jeu égal avec le PD en 2016 avant d'être défait en 2020, les élections de 2024 sont une défaite cinglante. Le PD et son parti allié avec 187 sièges approchent du seuil de 200 représentants à partir duquel ils sont capables d'empêcher un veto présidentiel voire d'engager une procédure de destitution. Dans des circonstances exceptionnelles cette perspective est possible. Les mois et années à venir risquent donc d'être pleines d'embûches pour le Président Yoon et son gouvernement. Le parti de Cho Kuk peut jouer un rôle charnière dans ce contexte. Dans l'immédiat le Premier Ministre a proposé la démission de son gouvernement et le président du PPP a décidé de quitter ses fonctions.

- Plus que lors de la présidence précédente, ces élections législatives ont été un referendum à l'égard du Président à la personnalité très clivante, qui polarise les électeurs. En outre les relations entre ce président et le PPP sont caractérisées, malgré une emprise présidentielle croissante, par de l'ambiguïté. Il n'en est pas le chef naturel et cette situation crée des tensions qui s'accroîtront probablement désormais. Il faut se souvenir que lors des élections de 2022 il a été moins un candidat issu des rangs du parti qu'un « sauveur », venant de la société civile et du monde judiciaire, pour un camp conservateur déstabilisé par les conditions de départ de la Présidente Park Gyeun-hee.

- La rivalité entre le PPP et le PD reste donc très dure, voire violente ; depuis l'éviction de la Présidente Park Gyeun-hee, chacun des deux grands partis reproche plus ou moins explicitement à l'autre d'être illégitime au pouvoir. De ce fait l'électorat demeure très partagé entre deux camps à peu près égaux et toutes les tentatives pour briser ce duopole, du fait de responsables politiques les ayant quittés ou de personnalités de la société civile, ont échoué à ce jour. Cette division de l'électorat est probablement accentuée par l'impossibilité juridique des présidents à faire plus d'un mandat, mise en place pour éviter tout risque de dérive autoritaire voire dictatoriale. Les deux camps s'inscrivent en permanence dans une perspective présidentielle. Désormais le PPP doit faire apparaître un candidat susceptible de garder la présidence et le PD, en dépit de sa victoire, peut s'interroger sur l'opportunité de conserver Lee Jae-myung une seconde fois alors qu'il a été un candidat peu « charismatique » et est affaibli par des affaires

immobilières de sa période en tant que maire, au titre desquelles lui et ses collaborateurs d'alors sont poursuivis par le Parquet.

- Par ailleurs et comme on pouvait s'y attendre, les questions internationales, y compris celle relative à la Corée du Nord pour laquelle la plupart des coréens du sud manifestent un certain fatalisme, n'ont joué qu'un rôle marginal dans le choix des électeurs. Ceux-ci ont été dominés par les pesanteurs électorales, les personnalités des principaux leaders politiques et la situation économique, en particulier les craintes sur le pouvoir d'achat et la crise hospitalière. Pour autant, le succès du PD risque de mettre en danger la politique de fermeté du Président Yoon à l'égard de la Corée du Nord et celle de réconciliation avec le Japon menée avec succès et l'appui de Tokyo qui désormais peut être tenté d'être davantage circonspect.

- Enfin la judiciarisation de la vie politique demeure une donnée de fond et menace toute la classe politique qui pourtant l'invoque constamment. L'opinion est partagée entre ceux qui estiment que les parquets s'immiscent excessivement dans la vie des élus et ceux qui y voient le moyen d'apporter davantage d'éthique à la vie politique et économique voire à la purifier de ses éléments corrompus. La veille du scrutin Lee Jae-myung a dû comparaître devant un tribunal de Seoul dans le cadre des poursuites judiciaires le concernant, la cour ayant refusé de reporter cette audience. Pendant la campagne électorale cette judiciarisation a été également illustrée dans le monde des affaires par l'inculpation puis l'arrestation du président, et de son adjoint, du groupe de boulangerie Paris Baguette au motif qu'ils auraient mis en place un plan visant à forcer des boulangers à démissionner de leur syndicat et à rejoindre un autre supposé plus accommodant ainsi qu'au titre de versements de pots de vin. En tout état de cause et quelles que soient les raisons des interventions des parquets, il est intéressant d'observer qu'au fil des années l'implication du monde judiciaire dans la vie politique et l'économie est croissante.

Au total ces élections apportent davantage d'incertitudes dans la vie politique intérieure et moins de fiabilité à la Corée du Sud en tant qu'allié. Par leur résultat ainsi qu'au regard d'une campagne certes critiquable dans son déroulement, elles démontrent que la Corée du Sud ne glisse pas vers un régime politique autoritaire ou « illibéral » que certains observateurs redoutent mais est une démocratie vivante... comparable à celles de l'Europe et d'Amérique du Nord avec leurs bonnes et mauvaises caractéristiques !